

TÉMOIGNAGES. Ils sont travailleurs sans papiers : « J'ai toujours peur qu'on vienne m'arrêter »



Alors qu'un nouveau titre de séjour doit voir le jour pour faciliter l'emploi d'étrangers dans les secteurs en tension, deux travailleurs sans-papiers témoignent de leur réalité cachée à Angers.



Angers, samedi 7 janvier 2023. Arrivé du Gabon il y a douze ans, Junior travaille au noir dans le bâtiment et la restauration. | CO – LAURENT COMBET

[Le Courrier de l'Ouest](#) [Chloé BOSSARD](#)

Le sourire qu'il arbore en permanence ne laisse pas filtrer la dureté de son quotidien. La grande précarité. Les horaires à rallonge. La peur permanente. Junior* a beau travailler en France depuis bientôt douze ans, il reste un sans papiers. Son dernier titre de séjour n'a pas été renouvelé en 2017, à la suite d'une décision administrative qu'il n'a jamais comprise : On me reprochait de travailler trop d'heures, c'est absurde.

Voilà cinq ans que ce Gabonais de 33 ans tente de survivre, à Paris, puis à Angers où il est arrivé en 2019. Pour trouver du travail, je fais du porte à porte dans les restaurants. Le service, la plonge, le ménage, je prends tout. Les patrons paient en cash », explique-t-il. Au début, Junior recevait 3 € de l'heure pour faire le travail de deux personnes ». Une misère. Désormais, ce solide gaillard trime sur les chantiers du lundi au vendredi pour 10 € de l'heure, avant de troquer son bleu de travail pour un tablier de cuisinier le week-end. Je n'ai droit ni au chômage, ni au RSA, dit-il, je dois me débrouiller.

Sékou*, lui, a trouvé une combine pour pouvoir travailler (presque) légalement : payer quelqu'un d'autre pour utiliser sa carte d'identité. Arrivé de Guinée en 2018, sans aucune expérience, le jeune homme de 24 ans a ainsi commencé à découper de la viande dans un abattoir proche d'Angers. Ça a duré moins d'un an, ensuite la personne a augmenté ses prix de plus en plus. À la fin, il m'a dit : tu me donnes le montant de mon chômage, sinon j'arrête », raconte-t-il.

« J'ai dû m'enfuir par la cave du restaurant »

Combien de travailleurs sans-papiers emploient les entreprises de Maine-et-Loire ? Le phénomène est impossible à quantifier avec précision. Mais dans des secteurs comme la restauration, le bâtiment ou l'agroalimentaire, en cruel manque de personnel, le recours aux immigrés illégaux est fréquent. Une réalité cachée, dont on ne parle pas, et que personne ne veut voir », assure Sékou. Lui a fini par avouer sa situation à son employeur, qui, après avoir cherché à le remplacer sans succès, a fini par lui fournir une promesse d'embauche. En attendant une possible régularisation, le jeune Guinéen a dû quitter son poste.

Sékou et Junior font tous les deux l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) : ils peuvent être renvoyés dans leurs pays de naissance à chaque instant. J'ai toujours peur qu'on vienne m'arrêter », confie Sékou. Plusieurs fois, le restaurant a été contrôlé et je me suis enfui par la cave », relate Junior. Une fois, j'ai vraiment cru que c'était la fin, quand je me suis fait prendre dans le train sans billet », se souvient-il encore. L'épisode s'est conclu par une nuit en garde à vue et une obligation de pointer chaque jour au commissariat... ce qu'il n'a jamais fait.

Privé de toute existence légale, Junior ne peut pas louer d'appartement. Le trentenaire squatte trois semaines ici, un mois là », en fonction des chambres qu'on veut bien lui sous-louer dans des colocations étudiantes. En janvier 2020, il s'est brièvement retrouvé à la rue. Une expérience traumatisante. La première nuit, je me suis fait agresser au jardin du Mail. J'ai reçu cinq coups de couteau. Je n'ai pas voulu aller à l'hôpital, une amie infirmière m'a soigné », se souvient ce solide gaillard.

« Moi j'aime ce pays, je veux rester là »

Les yeux humides, Junior raconte le désespoir qui a suivi. Il dit les idées suicidaires. Le mal du pays. Mes parents ne savent pas le tiers de tout ce qui m'est arrivé. J'ai très souvent regretté d'être parti », avoue-t-il, même si, aujourd'hui, il assure vouloir faire sa vie en France. Moi j'aime ce pays, je veux rester là », affirme également Sékou, accompagné dans son combat par le Secours catholique : Pourquoi on veut me mettre dehors alors que je travaille ?

Même si les autorités les rejettent, les deux Africains cultivent un fort sentiment d'appartenance pour la France. Junior trouve même le temps de faire du bénévolat au Secours populaire trois fois par semaine. Après dix ans de présence sur le sol français et une promesse d'embauche signée par une association, le Gabonais espère obtenir une régularisation automatique. Son dossier est actuellement en attente à la préfecture d'Angers, tout comme le recours de Sékou contre son OQTF.

Le projet de création d'un [nouveau titre de séjour pour les immigrés travaillant dans des métiers en tension](#) leur donne de l'espoir. Je suis optimiste, je ne peux pas baisser les bras après tout ce temps », confie Junior, qui rêve juste d'une vie normale ». Celle dont il rêvait déjà il y a douze ans, lorsqu'il a posé le pied sur le sol français pour la première fois.

Un titre de séjour « métiers en tension »

Le projet de loi sur l'immigration doit être examiné courant janvier 2023 en conseil des ministres. Son article 3 prévoit la création d'un titre de séjour « métiers en tension », destiné à faciliter l'embauche d'étrangers dans les secteurs en pénurie de personnel. Les services à domicile, les transports, la restauration, le bâtiment ou encore l'agroalimentaire seraient notamment concernés. Pour rappel, le travail illégal est passible de cinq ans d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende pour l'employeur.

*Les prénoms ont été modifiés.